

## 2013 Conférence sur le pluralisme : Kofi Annan

### Le pluralisme : un défi important du 21<sup>e</sup> siècle\*

23 mai 2013 – Ottawa, Canada

Votre Altesse, Excellences, Mesdames et Messieurs et membres du conseil d'administration du Centre. J'ai le plaisir de me joindre à vous aujourd'hui pour prononcer cette conférence. Le Centre mondial du pluralisme a un mandat extrêmement important et je me sens privilégié de participer à ce travail.

La mondialisation nous a rapprochés les uns des autres. Au 21<sup>e</sup> siècle, nous vivons pour la première fois dans une communauté planétaire. Cette société se compose de nombreux fils qui doivent être tissés ensemble avec précaution pour former un tout. Si la diversité est perçue comme source de force, les sociétés seront plus saines, plus stables et plus prospères. Toutefois, nous verrons le revers de la médaille si nous ne réussissons pas à gérer les pressions conflictuelles qu'engendre invariablement le pluralisme. Sans les institutions et les politiques pour gérer la diversité, des communautés entières peuvent être marginalisées et opprimées, créant ainsi des conditions propices au conflit et à la violence.

Voilà pourquoi le pluralisme est un défi important du 21<sup>e</sup> siècle. À la lumière des récents développements, certaines personnes disent que notre monde se fragmente en diverses civilisations. Je ne suis vraiment pas d'accord. À mon avis, le monde se resserre pour former une civilisation planétaire à laquelle chacun de nous contribue avec ses propres traditions, cultures et croyances. Mes nombreuses années d'expérience m'ont appris que quelles que soient nos origines, ce qui nous unit est bien plus puissant que ce qui nous divise.

Mon expérience m'a appris que les sociétés solides, saines et cohésives reposent sur trois piliers - la paix et la sécurité; le développement; ainsi que la primauté du droit et le respect des droits de la personne. Malheureusement, la stabilité et la croissance économique ont, depuis trop longtemps, été les principales réponses aux problèmes nationaux et mondiaux. Nous ne devons pas tomber dans ce piège. Il ne peut y avoir aucune sécurité à long terme sans développement et aucun développement à long terme sans sécurité. De plus, aucune société ne peut prospérer longtemps et entretenir la sécurité sans respecter la loi et les droits de la

---

\* Check against delivery

personne. Pour qu'une société gère le pluralisme avec succès, elle doit s'ouvrir à chacun des trois piliers et leur accorder autant d'importance.

Mais Mesdames et Messieurs, nous ne devons pas fermer les yeux sur le fait que les sociétés pluralistes, en soi, sont difficiles à gouverner. Elles entraînent des demandes et des droits qui se contredisent — même s'ils peuvent tous se justifier et se défendre — et qui ne sont pas toujours compatibles. Il est important de reconnaître qu'aucune société, malgré sa démocratie et son respect de la primauté du droit, ne résout ces problèmes parfaitement. L'Europe, par exemple, possède des systèmes et des dispositions juridiques bien établis pour protéger les minorités et réaliser des compromis acceptables. Cependant, en Europe, le pluralisme est parfois perçu comme une menace. Les préjugés sociaux augmentent à l'encontre des minorités religieuses et culturelles ainsi que des nouveaux immigrants.

Nous avons également pu observer une perte de confiance envers les institutions politiques, ce qui mène à un soutien de plus en plus fort envers les groupements politiques extrêmes. Ces tendances soulignent à quel point il importe que les pays renforcent les principes et les normes démocratiques, adoptent des politiques inclusives pour renforcer et entretenir la confiance, augmentent l'inclusion et diminuent l'insécurité. Tout comme aucune société ne naît démocratique, personne ne naît bon citoyen. Le respect mutuel et la tolérance doivent être favorisés et enseignés. Nous devons promouvoir le dialogue pour combattre la peur, l'intolérance et l'extrémisme. Nous devons apprendre les uns des autres et faire de nos différentes traditions et cultures, une source d'harmonie et de force et non pas de discorde et de faiblesse.

Le Centre doit nous aider à le faire; et il aura beaucoup de travail. Ne nous imaginons pas qu'il peut arriver à trouver une formule simple qui s'applique à tous et qui résoudra les problèmes de la diversité dans toutes les sociétés. La diversité concerne la différence et elle existe entre les pays comme à l'intérieur de ceux-ci. La combinaison de politiques et d'institutions requise, par exemple, pour gérer les relations entre les communautés indigènes et la majorité des immigrants établis depuis longtemps n'est pas la même pour intégrer et protéger de «nouvelles» minorités qui viennent tout juste d'arriver.

De nombreux pays doivent gérer les deux situations en même temps. Le Canada en fait partie, et il a réussi à accomplir beaucoup plus que d'autres n'ont réussi à le faire, même si je suis certain que peu de Canadiens diraient qu'il n'y a plus aucun problème à régler. La prospérité du Canada, tout comme son système politique et ses solides institutions — dont sa juridiction indépendante — le place assez bien pour composer avec ces défis. Mais dans les pays qui n'ont pas ces avantages, les tensions éclatent trop souvent en violence et en conflit, menant dans les pires cas à l'épuration ethnique et au génocide, comme nous l'avons vu au Rwanda et en Bosnie-Herzégovine.

Je répète que les sources de ces tensions diffèrent d'un pays à l'autre. Le plus souvent, les majorités accusent une minorité d'être responsable de leurs problèmes ou la voient comme une menace et se retournent contre elle avec fureur. Il y a également des cas, comme nous l'avons vu en Afrique du Sud, où la minorité s'accroche au pouvoir et aux privilèges, en partie parce

qu'elle craint ce qui arrivera si le pouvoir est remis entre les mains de la majorité. Chacun de ces cas implique différentes réalités et différentes conditions. Chacun requiert une différente approche, mais la majorité a ceci en commun : même si ces conflits ont des conséquences sur la sécurité, ce sont essentiellement des problèmes politiques qui nécessitent des solutions politiques.

Alors que de nombreux facteurs politiques entrent en jeu, la résolution de ces conflits nécessite souvent que l'action s'attaque à l'injustice et à la discrimination en cours depuis longtemps. Ce fut certainement le cas au Kenya, un pays dans lequel je me suis beaucoup impliqué après l'éclatement des violences sectaires à la suite des élections de 2007. Le Kenya avait réussi à projeter une image de paix et de stabilité et lorsque la violence a tué plus d'un millier de personnes et forcé le déplacement de 650 000 personnes, le monde a été choqué. Je vous dirais que les Kényans ont été les premiers surpris. Le fait est que cette image n'était pas ancrée dans la réalité. La vérité est que la corruption répandue et le capitalisme de réseau ont nourri un profond sentiment de colère et d'injustice à travers le pays. L'élite politique du Kenya avait malheureusement adopté l'approche consistant à diviser pour mieux régner des précédents dirigeants coloniaux et avait fait peu d'efforts pour construire une identité nationale cohésive. La richesse et l'influence étaient transmises d'une clique ethnique à l'autre en alternance. La primauté du droit était devenue moins importante que la lignée tribale. Pendant qu'une poignée de personnes haut placées jouissaient d'une importante richesse qu'elle partageait avec ses proches, la vaste majorité des citoyens du pays vivait dans la pauvreté la plus totale.

C'est ce qui a alimenté le désespoir et le ressentiment ayant explosé à l'issue des élections, exposant les blessures profondes de la société kényane. La violence a été terrible. Mais je savais, comme plusieurs personnes, que l'ombre encore plus terrible du Rwanda et de la Bosnie planait sur le Kenya. En une semaine de crise, il y a eu d'importantes pénuries d'ordre économique dans les pays voisins, de l'Ouganda au Rwanda, dans l'est de la République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Cette menace a heureusement engendré une réponse internationale concertée provenant de l'Afrique et de l'extérieur grâce à laquelle les leaders en opposition ont accepté la médiation.

Quand l'équipe d'Eminentes personnalités africaines — une équipe d'éminentes personnalités africaines incluant Benjamin Mkapa, ancien président de la Tanzanie, Graça Machel, la femme de Nelson Mandela et moi-même. Au moment où nous sommes arrivés, nous avons l'entier et solide appui de l'Union africaine, de l'ONU, des États-Unis, de toute la communauté internationale et de l'Union européenne. Un tel soutien a fait une énorme différence et nous a aidés à finir par convaincre le président Kibaki et Raila Odinga d'accepter de partager le pouvoir.

Toutefois, c'était évident qu'il fallait procéder à une vaste réforme pour résoudre les tensions profondes du pays et l'échec du système politique. Ceci allait nécessiter un engagement, non seulement de la part de l'élite politique, mais également de la part de toute la société kényane par le biais du processus de Dialogue national et de la réconciliation au Kenya. Ce processus a débouché sur une nouvelle constitution appuyée par la très grande majorité au moyen d'un

référendum national. Elle a donné au Kenya une chance de recommencer à neuf et d'établir un exemple pour le continent et d'autres pays en dehors de l'Afrique.

Elle a pavé la voie à un système politique beaucoup plus juste et construit autour d'un gouvernement décentralisé, une nouvelle déclaration des droits, une réforme agraire et une réduction permanente des pouvoirs présidentiels. Elle a donné à chaque comté et à chaque communauté, y compris les groupes tribaux et régionaux, un accès au pouvoir — un antidote apprécié à la politique destructive du gagnant qui rafle tout, laquelle est un problème sur mon continent comme dans d'autres contextes. Des réformes ont été mises en place pour renforcer l'efficacité et l'indépendance ainsi que la confiance envers l'appareil judiciaire, la police et la commission électorale dont les faiblesses avaient contribué à attiser la violence.

Parallèlement à la réforme du système politique, un travail a été commencé pour s'attaquer à la culture politique de division. À travers le travail de la Commission d'enquête sur les violences postélectorales et de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, le Kenya a pu commencer à analyser non seulement les récents événements ayant décliné en violence, mais aussi sa longue histoire d'abus des droits de la personne. Parallèlement, la Commission sur la cohésion et l'intégration nationale a été créée pour identifier et éliminer toutes les formes de discrimination.

Notre objectif n'était pas de panser la plaie, mais de tenter d'aider le Kenya à trouver une solution permanente à ces divisions profondes. La bonne nouvelle est que dans les cinq dernières années — grâce au pays et à son peuple — bon nombre de ces réformes ont été instaurées, peut-être pas parfaitement, mais elles ont été mises en place. Ailleurs, nous avons constaté que les récentes élections se sont déroulées en grande partie pacifiquement.

Les élections nous ont également confirmé que nous devons continuer à travailler pour réduire l'ethnicité négative et renforcer les institutions et les commissions électorales du Kenya. Il est également loin d'être clair que les efforts visant à réformer la culture des dirigeants politiques du Kenya sont bien ancrés. Pour reconstruire des institutions politiques solides et renforcer la confiance en elles, il faudra que le Kenya, tout comme ses amis sur la scène internationale, fasse continuellement preuve de vigilance et d'efforts sur une longue période. Il n'existe aucun raccourci et malheureusement, le progrès peut rapidement être défait. Toutefois, la rapide intervention de la communauté internationale dans cette crise a aidé le Kenya à s'écarter du bord du gouffre.

Ce cas se démarque du conflit en Syrie, un autre pays dans lequel je me suis impliqué, où le traumatisme et le cauchemar vécus ont été pires qu'au Kenya dans pratiquement tous les aspects. Là aussi, pendant une brève période, la communauté internationale a eu la possibilité d'agir. Il me semble que l'an dernier, une négociation en vue d'un accord politique était encore une possibilité.

Le 30 juin 2012, le Groupe d'action pour la Syrie s'est réuni pour s'entendre sur un plan d'ensemble pour résoudre le conflit. Le communiqué final a établi les principes et les

directives d'une transition dirigée par la Syrie qui correspondraient aux aspirations légitimes du peuple syrien. Ces directives comprenaient :

- i. l'établissement d'une instance dirigeante détenant les pleins pouvoirs exécutifs afin d'instaurer un environnement neutre lors de la transition;
- ii. un dialogue national inclusif;
- iii. une révision de l'ordre constitutionnel et du nouveau système juridique;
- iv. la continuité des institutions gouvernementales et le recrutement d'employés qualifiés;
- v. un engagement à la responsabilité et à la réconciliation nationale et un programme complet de justice transitionnelle
- vi. l'égalité entre les sexes, la protection des groupes vulnérables et l'octroi de l'aide humanitaire.

Si la communauté internationale avait consolidé ces efforts il y a un an, et si elle avait saisi l'occasion au lieu de la perdre, la Syrie aurait peut-être évité l'extrême violence ayant coûté plus de 80 000 vies à ce jour, fait 1,5 million de réfugiés et 4 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, et amené des millions d'autres personnes à vivre des terreurs quotidiennes et l'humiliation de lutter pour leur survie. L'implication d'intérêts régionaux, les guerres par procuration et la paralysie de la prise de décisions interne ont créé un mélange éminemment toxique qui risque de déborder chez les pays voisins.

Et malheureusement, le conflit a pris un tournant foncièrement sectaire. Bien que ce ne soit pas le principal ni l'unique moteur du conflit, le sectarisme et la violence entre les communautés ont pris les devants. Nul doute que la persistance des troubles au Kenya aurait eu de graves conséquences sur la région. Toutefois, les conséquences potentielles de ce qui se passe en Syrie sont beaucoup plus dangereuses.

La Syrie est un pays important situé dans une région stratégique, diversifiée et instable. La Syrie, contrairement à la Libye, n'a pas implosé. Au contraire, elle est susceptible d'exploser, et d'exploser au-delà de ses frontières. Par exemple :

- i. il y a un risque accru de conflit ethnique entre les insurgés arabes sunnites et les forces kurdes et ce conflit pourrait déborder en Turquie.
- ii. la violence risque de déborder au Liban et en Iraq déclenchant des conflits au sein de leurs propres communautés;
- iii. les tensions accentuées entre les États du Golfe et l'Iran. Le renforcement des divisions entre les sunnites et les chiites pourrait également augmenter l'instabilité régionale.

Tout cela a déjà grandement compliqué les tentatives de trouver une solution politique et, si j'ose dire, cela compliquera grandement la mise en œuvre d'un ultime règlement post-conflit.

Mais je crois toujours que le conflit peut se résoudre par la médiation et le dialogue. Je suis heureux et encouragé que la Russie et les États-Unis collaborent pour organiser la deuxième Conférence de Genève. Il est impératif que la communauté internationale s'unisse derrière un plan pour élaborer de nouveaux arrangements politiques qui seront plus justes, tolérants et

responsables. Avec une telle unité seulement pouvons-nous espérer suspendre deux années de violence et de souffrance.

Mesdames et Messieurs et chers amis, le Kenya et la Syrie sont deux exemples différents de mon expérience qui démontrent pourquoi l'Aga Khan et le gouvernement canadien doivent être salués pour avoir eu la prévoyance et la générosité de fonder le Centre. Les conseils stratégiques judicieux sont indispensables à la création de sociétés stables et justes dans lesquelles les gens peuvent s'épanouir et vivre ensemble en harmonie. Mais pour que ces conseils soient efficaces, il faut comprendre que les solutions doivent être adaptées à la situation unique de chaque société.

Voilà où le rôle du Centre sera inestimable.

Les exemples distincts du Kenya et de la Syrie soulignent également le rôle indispensable que la communauté internationale peut et doit jouer pour aider à désamorcer les conflits. Dans un monde plus étroitement lié que jamais, il serait erroné et irresponsable de croire que nous pouvons être indifférents au trauma de tout autre pays, et encore moins laisser les intérêts nationaux nous convaincre de nous écarter.

Je souhaite au Centre que ses efforts soient couronnés de succès. Il serait difficile de surestimer l'urgence tout comme l'importance de ce travail.

Merci beaucoup.